

Répression sanglante en Guinée

mercredi 30 septembre 2009, par [CADTM](#), [NPA / NPA l'Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 30 septembre 2009).

Sommaire

- [Le CADTM dénonce et condamne](#)
- [Guinée : Répression sanglante](#)

Le CADTM dénonce et condamne les exactions commises par la junte, le lundi 28 septembre contre les manifestants des 'Forces vives' de Guinée

La junte est dirigée par le capitaine Moussa Dadis Camara au pouvoir depuis décembre 2008 suite à la mort de l'ancien dictateur Lansana Conté. Ce régime de transition a la responsabilité d'organiser des élections libres en janvier 2010, auxquelles Camara s'était engagé à ne pas participer.

A l'appel des 'Forces vives' de Guinée, dont le porte parole est l'ancien ministre de la Communication de Lansana Conté, Aboubacry Sylla, environ 50 000 manifestants se sont rassemblés à Conakry.

La répression de la junte a été terrible et les militaires n'ont pas hésité à tirer sur la foule. Le bilan est très lourd : on parle d'au moins 87 morts selon le bilan officiel, 128 selon l'opposition et 157 selon l'organisation guinéenne des droits de l'homme. Des femmes ont été violées avec des armes de guerre et des enfants ont été également molestés. Les forces de l'ordre ont battu les personnes trouvées dans le domicile de l'ancien Premier ministre Cellou Dallein Diallo, saccageant sa maison. Ce dernier a été blessé (5 côtes cassées), ainsi qu'un autre ancien chef de gouvernement, Sidya Touré et Aboubacry Sylla.

De tels agissements ne doivent pas rester impunis. Le CADTM condamne fermement la violence des bérets rouges à l'égard des civils. Ces forces armées sont incontrôlées depuis des années, quel que soit le régime en place.

Pour le CADTM, la communauté internationale (au travers du groupe international de contact) a une part de responsabilité dans ces événements tragiques. En soutenant certains candidats issus de la dictature de Conté, elle crée une situation de tension, non propice à une élection présidentielle démocratique.

En imposant sa propre vision, le 'groupe international de contact' veut imposer des politiques visant à réintroduire la Guinée Conakry dans le jeu économique international (point d'achèvement de l'initiative PPTE,

poursuite des privatisations...).

Pour rappel, le gouvernement de Lansana Conté a été responsable, début 2007, de violentes répressions de la part des mêmes forces de l'ordre, causant la mort de plus de 130 personnes. Les responsables doivent être condamnés. La plupart des candidats actuels étaient ministres sous Lansana Conté et doivent donc répondre de leur gestion et de leur participation à ce gouvernement avant de pouvoir participer à une élection démocratique. Seul un débat réel et transparent sur l'utilisation des richesses du pays pour répondre aux besoins de la majorité de la population guinéenne ainsi que l'arrêt du pillage de ces ressources naturelles permettront de sortir de la crise politique et sociale du pays.

Il apparaît nécessaire de faire un réel bilan de l'ancien régime, notamment par le biais d'un audit citoyen de la dette intérieure du pays et une analyse critique des mesures de privatisations. Il faut établir les responsabilités des anciens ministres dans les actes de violations des droits humains, avant d'organiser une élection. De plus, les responsables des tueries de septembre 2009 doivent être jugés et condamnés.

CADTM Belgique et CADTM France

Contact France :

Claude Quemar - 06 69 56 81 33
claude.quemar cadtm.org

Damien Millet - 06 60 54 27 13
damien.millet cadtm.org

Contact Belgique :

Pauline Imbach - 0488 29 81 04_ auline cadtm.org

Guinée : Répression sanglante en Guinée Conakry

Communiqué du NPA

L'armée s'est rendue coupable d'un véritable carnage, lundi 28 septembre, à l'encontre des manifestants qui exigeaient que le putschiste Dadis Camara, soutenu par P. Balkany grand ami de N. Sarkozy, tienne sa parole et s'abstienne de briguer un mandat présidentiel. Plus d'une centaine de morts et plus d'un millier de blessés : c'est le terrible bilan d'une répression impitoyable.

Le dirigeant de la junte militaire, Dadis Camara, qui ose parler de « bousculade », a pris le pouvoir le 23 décembre 2008 juste après la mort du Lansana Conté. Il s'était présenté comme l'« homme providentiel » pour la Guinée, expliquant que sa prise du pouvoir était motivée par la volonté

d'éviter une guerre civile entre les différentes ethnies qui peuplent la Guinée. Depuis, de virtuel sauveur, Dadis Camara s'est transformé en réel signeur de son peuple, que ce soit, en retardant sans arrêt le processus de transition démocratique et en menant une politique de plus en plus autoritaire, ou, aujourd'hui, en utilisant l'armée pour réprimer des manifestations populaires.

Le NPA soutient toutes les initiatives et propositions des organisations progressistes et démocratiques, s'opposant au régime autoritaire de Dadis Camara, comme le démantèlement de la garde présidentielle, la mise en place d'une commission d'enquête et d'élections libres et démocratiques.

Montreuil le 29/09/09.
